

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 000779 – AFR 16/020/00

Action complémentaire sur l'AU 343/00 (AFR 16/017/00 du 8 novembre 2000) et suivante (AFR 16/018/00 du 1<sup>er</sup> décembre 2000)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES DE MAUVAIS TRAITEMENTS / PRISONNIER D'OPINION

**BURUNDI** Jean Nzigirabarya  
Cyprien Sindyigaya

Londres, le 5 décembre 2000

Jean Nzigirabarya a été libéré aux alentours du 1<sup>er</sup> décembre.

Cyprien Sindyigaya est toujours incarcéré dans le cachot de Kanyosha, à Bujumbura. Il n'a pas été inculpé. Les deux hommes avaient apparemment été arrêtés parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir communiqué à l'Assemblée nationale des informations relatives à des violations des droits humains commises par des membres des forces armées.

**ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / fax / lettre par avion / lettre express** (en français ou dans votre propre langue) :

**N. B. : veuillez vous assurer auprès des services postaux de votre pays que le courrier est bien acheminé jusqu'au Burundi.**

- félicitez-vous de la libération de Jean Nzigirabarya et demandez de nouveau que Cyprien Sindyigaya soit libéré immédiatement et sans condition du cachot de Kanyosha ;
- appelez les autorités à protéger les deux hommes contre tout acte de représailles ou d'intimidation de la part de l'armée ou des forces de sécurité ;
- appelez les autorités à garantir la sécurité de Cyprien Sindyigaya pendant sa détention ;
- demandez instamment que soit ouverte une enquête sur les informations selon lesquelles plusieurs civils ont été sommairement exécutés par des soldats sur la colline de Kizingwe aux alentours du 30 octobre et, si ces allégations se révèlent fondées, que les responsables présumés de ces homicides soient traduits en justice.

**APPELS À :**

**N.B. : La transmission des fax pouvant s'avérer difficile, nous vous invitons à faire preuve de persévérance (même si l'opérateur vous affirme que la ligne est en dérangement ou que vous avez fait un faux numéro).**

**Ministre de la Défense :**

Colonel Cyrille Ndayirukiye  
Ministre de la Défense nationale  
Ministère de la Défense nationale  
BP 1870, Bujumbura, Burundi

**Télégrammes :** Ministre Défense, Bujumbura, Burundi

**Fax :** + 257 22 39 59 / 21 75 05

**Formule d'appel :** Monsieur le Ministre,

**Chef de l'État-major général de la Gendarmerie :**

Colonel Salvator Ndayiyunviye  
Chef de l'État-major général de la Gendarmerie  
État-major général de la Gendarmerie  
Ministère de la Défense nationale  
BP 1870 Bujumbura, Burundi

**Télégrammes :** Chef État-major Gendarmerie, Bujumbura, Burundi

**Fax :** + 257 22 39 59 / 21 75 05

**Formule d'appel :** Monsieur le Chef de l'État-major,

**Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique :**

Colonel Ascension Twagiramungu  
Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique  
Ministère de l'Intérieur  
Bujumbura, Burundi

**Fax :** + 257 22 19 82

**Télégrammes :** Ministre Intérieur, Bujumbura, Burundi

**Formule d'appel :** Monsieur le Ministre,

**COPIES À :**

**Ministre des Droits de la Personne humaine, des Réformes institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée nationale :**

Monsieur Eugène Nindorera

Ministre des Droits de la Personne humaine, des Réformes institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée nationale  
Ministère des Droits de la personne humaine, des Réformes institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée nationale  
Bujumbura, Burundi

**Fax :** + 257 21 38 47

**Procureur général de la République :**

Monsieur Gérard Ngendabanka

Procureur général de la République

Bujumbura, Burundi

**Fax :** + 257 24 15 03

**Formule d'appel :** Monsieur le Procureur général,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Burundi dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 16 JANVIER 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.  
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*